

Protection de l'environnement
5 boulevard Jacques Chaban-Delmas
CS 60074
33070 Bruges

Bruges, le 09/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  GÉORISQUES

CHATEAU Vincent

21 Chemin de LARTIGUAS
33480 Listrac-Médoc

Références : 2024-1487
Code AIOT : 0100042889

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2024 dans l'établissement CHATEAU Vincent implanté 21 Chemin de LARTIGUAS 33480 Listrac-Médoc. L'inspection a été annoncée le 20/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Réalisation d'une inspection annoncée le 20 mars 2024 suite à la réception de plaintes du voisinage relatives à des nuisances sonores de l'exploitation d'un chenil de Monsieur CHATEAU Vincent.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHATEAU Vincent
- 21 Chemin de LARTIGUAS 33480 Listrac-Médoc
- Code AIOT : 0100042889
- Régime : installation Non déclarée
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Vérification du nombre de chien et de l'installation portant sur le respect des prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 08 décembre 2006 applicables aux ICPE soumises à déclaration de la rubrique 2120 (détention comprise entre 10 et 50 chiens)

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle, est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

l'exploitation d'un chenil de plus de neuf chiens âgés de plus de quatre mois se situant à proximité de maisons d'habitations, située à moins de 100 mètres de tiers et à moins de 35 mètres de points d'eau (forage et cours d'eau).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
			Mise en demeure	
1	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 16/10/2007, article L. R.511-9 et son annexe 3, rubrique 2120-3		1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Effectif	Décret du 08/12/2006	Mise en demeure, dépôt de dossier	1 mois
3	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article Annexe I - § 2.1	Mise en demeure, dépôt de dossier	1 mois
4	Propreté	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 3.4	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Aménagement des locaux-Imperméabilité-Etanchéité	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 5.3.1	Mise en demeure, dépôt de dossier	1 mois
7	Eau des toitures	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 5.3.3	Mise en demeure, dépôt de dossier	1 mois
8	prévention des aboiements	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 8.1	Mise en demeure, dépôt de dossier	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Collecte des eaux de nettoyage	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 5.3.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation d'un chenil au 21 rue de Lartiguas sur la commune de LISTRAC MEDOC, constituée de 21 chiens, sans déclaration au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, ne respecte pas les prescriptions de l'arrêté ministériel du 08 septembre 2006.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative au titre des ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article Le R.511-9 et son annexe 3, rubrique 2120-3

Thème(s) : Élevage, 1. Appréciation des dangers

Prescription contrôlée :

Chiens (activité d'élevage, vente, transit, garde, détention, refuge, fourrières, etc., de) à l'exclusion des établissements de soins et de toilettage et des rassemblements occasionnels tels que foires, expositions et démonstrations canines

Constats :

Présence d'un chenil de 20 chiens dans une installation exploitée par Monsieur CHATEAU Vincent. A titre personnel, Monsieur CHATEAU Vincent détient un chien supplémentaire à son domicile. Cette activité est une installation classée pour la protection de l'environnement qui n'a pas fait l'objet d'une déclaration à la rubrique 2120 conformément à l'article R.512-7.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : mise en demeure

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Effectif

Référence réglementaire : Décret du 08/12/2006

Thème(s) : Élevage, Effectif

Prescription contrôlée :

Nombre de chiens de plus de 4 mois

Constats :

Ce jour , présence de 20 chiens répartis dans 6 logements d'un chenil qui est exploitée par Monsieur CHATEAU Vincent.

Un chien supplémentaire est détenu au domicile de Monsieur CHATEAU Vincent

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article Annexe I - § 21

Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement

Prescription contrôlée :

Les bâtiments d'élevage, les annexes et les parcs d'élevage sont implantés :

- à au moins 100 mètres des habitations des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation) ou des locaux habituellement occupés par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés, ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ;
- à au moins 35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ;
- à au moins 200 mètres des lieux de baignade (à l'exception des piscines privées) et des plages ;
- à au moins 500 mètres en amont des piscicultures et des zones conchyliques. Des dérogations liées à la topographie et à la circulation des eaux peuvent être accordées par le préfet.

En cas de nécessité et en l'absence de solution technique propre à garantir la commodité du voisinage et la protection des eaux, les distances fixées ci-dessus peuvent être augmentées.

Constats :

Les bâtiments d'élevage, les annexes et les parcs d'élevage sont implantés :

- à moins 100 mètres d' habitations des tiers,
- à au moins 35 mètres d'un forage,
- à moins de 35 mètres des berges du cours d'eau " le fosset de Creychac" prenant sa source sur la commune et est un affluent de la BERLE, affluent elle-meme de la rive gauche de la Gironde.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Cessation ou mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 3.4

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Toutes les parties de l'installation sont maintenues en bon état d'entretien.

L'ensemble des bâtiments, parcs d'élevage et annexes est maintenu propre et régulièrement nettoyé.

Les niches dans lesquelles sont placés les animaux sont construites en matériaux durs, résistants aux chocs, faciles à entretenir et à désinfecter.

Les sols et les murs des bâtiments d'élevage sont nettoyés chaque jour et désinfectés régulièrement.

Dans le cas de l'utilisation de litière, celle-ci est entretenue de façon à ne pas provoquer de nuisances (les déjections solides sont enlevées chaque jour).

Les parcs d'ébat, de travail et d'élevage sont maintenus en bon état ; les déjections solides sont enlevées régulièrement lorsque la charge d'animaux dépasse 1 chien / 60 mètres carrés.

Constats :

Présence au sol d'excréments et d'urines au sol des logements.

Une odeur désagréable se dégage des logements occupés par les chiens, témoignant d'une insuffisance de nettoyage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Aménagement des locaux-Imperméabilité-Etanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 5.3.1

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

A l'intérieur des bâtiments d'élevage, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins.

Constats :

Absence d'imperméabilité sur le bas des murs du logement des chiens.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Collecte des eaux de nettoyage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 5.3.2

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments et des annexes et les eaux susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées sont collectées par un réseau étanche et dirigées vers le système d'assainissement des effluents.

Constats :

les eaux de nettoyage et les eaux susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées sont collectées par un réseau étanche et dirigées vers le système d'assainissement des effluents.

Le système d'assainissement individuel ne sera pas évalué lors de cette inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Eau des toitures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 5.3.3

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.

Les eaux de pluie provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent.

Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.

Constats :

Absence de gouttière permettant la collecte des eaux de pluie, les eaux de toitures tombent sur les aires d'exercice non couverte des logements des chiens et se mélangeant aux effluents d'élevage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : prévention des aboiements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 8.1

Thème(s) : Élevage, bruit

Prescription contrôlée :

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Toutes les précautions sont prises pour éviter aux animaux de voir directement la voie publique ou toute sollicitation régulière susceptible de provoquer des aboiements, à l'exclusion de celles nécessaires au bon fonctionnement de l'installation.

Les animaux sont rentrés chaque nuit dans les bâtiments, ou enclos réservés.

Constats :

Les chiens sont logés dans 6 parcs constitués de murs non clos de 2 mètres de hauteur environ .

- Absence d'aboiement et de bruits à l'arrivée sur les lieux.

Néanmoins, la conception des logements (bâtiment non clos et semi-couvert) ne permet pas de garantir une maîtrise des bruits. Les chiens, durant la nuit, ne sont pas enfermés dans un local. Les sons se transmettent par la voie aérienne et sont susceptibles de constituer une nuisance pour le voisinage.

Durant la période de chasse, l'exploitant reconnaît générer de bruits sur le site lors des opérations de chargement et de transports des chiens sur le lieu de chasse qui s'effectuent les samedis matin avant la levée du jour.

De plus la présence d'un autre chenil à proximité de cette installation, génère un accroissement du risque d'aboiement des chiens.

- Une mesure de gestion du bruit a été partiellement mise en place par l'exploitant (système anti-aboiement par aspersion d'eau), mais l'exploitant déclare ne pas le mettre en fonctionnement l'hiver, car ce système n'est pas adapté en période de froid au bien être de ses chiens.

Absence de mesure efficace de la gestion de bruit sur cette installation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délais : 1 mois